CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.880/2
du 13 mars 2013

sur

un avant-projet de loi 'modifiant, en vue de transposer les directives 2010/73/UE et 2010/78/UE, la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, la loi du 1er avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, et portant dispositions diverses'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.880/2
van 13 maart 2013

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging, met het oog op de omzetting van de richtlijnen 2010/73/EU en 2010/78/EU, van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbieding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen, van de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt en van de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, en houdende diverse bepalingen'

Le 12 février 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours , sur un avant-projet de loi 'modifiant, en vue de transposer les directives 2010/73/UE et 2010/78/UE, la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, la loi du 1er avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, et portant dispositions diverses'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 mars 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mars 2013.

*

Op 12 februari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging, met het oog op de omzetting van de rechtlijnen 2010/73/EU en 2010/78/EU, van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbieding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen, van de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt en van de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, en houdende diverse bepalingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 maart 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 maart 2013.

*

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'avis de l'Inspecteur des Finances du 7 novembre 2012 ne mentionne pas que l'avant-projet de loi examiné porte également sur des modifications apportées à la loi du 1er avril 2007 'relative aux offres publiques d'acquisition' (Titre V, article 53, de l'avant-projet) [1].

Au cas où le titre V (article 53) de l'avant-projet n'aurait pas été soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances, il convient de requérir l'avis de l'Inspecteur des Finances sur ce point. Si cet avis devait amener les auteurs de l'avant-projet à apporter à celui-ci des modifications substantielles, il y aura lieu de demander à nouveau l'avis du Conseil d'État, limité à ces modifications.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

INTITULÉ

Dans l'intitulé de l'avant-projet, la loi du 2 mai 2007 sera citée avec son intitulé exact. Les mots « et portant des dispositions diverses » seront dès lors insérés entre les mots « sur un marché réglementé » et les mots « et la loi du 3 août 2012 ».

DISPOSITIF

Article 5

À l'article 5 (article 9, 9°, en projet), au lieu d'écrire « le Règlement européen n° 1095/2010 », il convient d'écrire « le règlement (UE) n° 1095/2010 ».

Article 6

Il n'y a pas lieu de rappeler, dans une loi, une obligation découlant déjà d'une autre loi [2].

À l'article 6 (article 10, § 2, en projet), les mots « sans préjudice de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » seront dès lors omis.

---

[1] Voir également la note de bas de page 1 de l'avis de l'Inspecteur des Finances, qui mentionne des modifications apportées à quatre lois, et non à cinq lois comme c'est le cas de l'avant-projet soumis pour avis au Conseil d'État.

[2] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 82.

Articles 10 et 39

L'article 16, § 1er, en projet (article 10 de l'avant-projet) renvoie à l'article 57/1, de la loi du 16 juin 2006 'relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés' (article 39 de l'avant-projet), qui étend l'habilitation au Roi que cette disposition comporte, en L'autorisant à rendre applicables, à certaines offres d'instruments de placement, non seulement les dispositions du titre VI de cette loi (« Communications à caractère promotionnel et autres documents et avis se rapportant à l'opération »), mais aussi tout ou partie des dispositions des titres VII (« Responsabilité »), XI (« Pouvoirs de la FSMA ») et XIII (« Dispositions pénales et amendes administratives ») de la même loi.

Ces trois dernières habilitations portent sur des compétences qui ne peuvent être réglées que par la loi. Il y a dès lors lieu de prévoir que les arrêtés que le Roi pourrait être amené à prendre en vertu de ces délégations seront examinés par le pouvoir législatif dans un délai relativement court, à fixer dans l'avant-projet, et qu'en l'absence de confirmation dans ce délai, les arrêtés adoptés seront privés d'effets [3].

Article 16

Au lieu d'écrire, à l'article 16, 1°, de l'avant-projet, « et/ou », il convient d'écrire « ou », ce mot ayant alors également un sens inclusif.

La même observation vaut pour les articles 19 (article 29, § 2, alinéa 4, en projet) et 32 (article 49, § 2, alinéa 3, en projet).

Article 23

La phrase « Ce droit de révocation n'est pas applicable dans le cas d'une offre continue de valeurs mobilières », figurant à l'article 23, 3°, de l'avant-projet (article 34, § 3, en projet), ne figure pas dans l'article 1er, 16), de la directive 2010/73/UE, précitée (article 16, paragraphe 2 (nouveau) de la directive 2003/71/CE [4]), dont cette disposition assure la transposition. Les auteurs de l'avant-projet sont invités à vérifier si cette phrase est compatible avec une transposition correcte de la directive.

[3] Voir l'avis 50.141/2 donné le 21 septembre 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 3 août 2012 'relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement', l'observation générale V, 1.2.

[4] Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2003/34/CE.

Article 43

Aux termes du commentaire de l'article 43 de l'avant-projet,

« Cette disposition vise à supprimer le titre X de la loi prospects relatif à l'obligation d'information annuelle (articles 65 et 66 de la loi prospectus). Ce titre de la loi prospectus visait à transposer l'article 10 de la directive prospectus. Or, cette disposition a été abrogée par la directive 2010/73/UE au motif qu'elle faisait double emploi avec une disposition similaire figurant dans la directive transparence ».

Par souci d'information des destinataires de la règle, il conviendrait que l'auteur de l'avant-projet précise, dans le commentaire de l'article, à quelle disposition de la loi du 2 mai 2007 'relative à la publicité des participations importantes dans les émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant dispositions diverses' (dite loi « transparence » et qui transpose la directive « transparence » dont question dans le commentaire précité) il fait référence. Il serait également judicieux d'y rappeler en quoi cette disposition à un tel caractère de transversalité que sa répétition dans la loi « prospectus » n'est pas nécessaire sans cependant porter atteinte à son application dans les cas visés par cette dernière loi.

Article 44

À l'article 44, 6° (article 67, § 1er , en projet), dans la version française, le terme « initiateur » ne constitue pas la traduction correcte du terme néerlandais « initiatiefnemer » et n'est pas adéquat. Les termes « celui qui a pris l'initiative » sont plus adaptés.

Article 48

L'article 48 sera rédigé comme suit :

« Art. 48. Dans le titre XIV de la même loi, le chapitre 1er, comportant l'article 73, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé » [5].

[5] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-12-3.

Article 49

L'article 10, § 3, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' ne comportant qu'un seul alinéa, la phrase liminaire de l'article 49, 4°, de l'avant-projet, sera rédigée comme suit :

« 4° au paragraphe 3, 1°, le b) est remplacé par ce qui suit : ».

Article 54

1. L'article 54, § 2, de l'avant-projet remplace l'article 5, § 3, de la loi du 3 août 2012 'relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement' par un dispositif qui confère au Roi le pouvoir :

- « d'étendre la notion d'investisseurs institutionnels ou professionnels […] en distinguant, le cas échéant, selon le type ou la catégorie d'organismes de placement collectif, à tout ou partie des personnes morales qui ne sont pas considérées comme des investisseurs institutionnels ou professionnels au sens de l'alinéa 1er (du nouveau paragraphe 3 de l'article 5 en projet) et qui ont demandé expressément à la FSMA à être considéré comme des investisseurs institutionnels ou professionnels » (article 5, § 3, alinéa 3, en projet) ;
- « de restreindre la notion d'investisseurs institutionnels ou professionnels […] en distinguant, le cas échéant, selon le type ou la catégorie d'organismes de placement collectifs (article 5, § 3, alinéa 5, en projet)

L'avis de l'inspection des Finances du 7 novembre 2002 précise :

« La seconde habilitation autoriserait l'exécutif, moyennant l'avis de la FSMA[6], à modifier le périmètre de la notion d'investisseurs institutionnels ou professionnels, non seulement dans le sens d'une extension, comme c'est déjà le cas dans la version actuelle de la législation, mais aussi dans le sens d'une restriction. Le projet d'exposé des motifs précise que l'application d'une définition plus restrictive de la notion aurait pour objet de renforcer la protection des investisseurs.

Il conviendrait de vérifier :

- dans quelle mesure le fait de retirer à un investisseur sa qualité d'investisseur institutionnel ou professionnel, ne fût-ce que pour l'application de la loi de 2006, peut lui porter préjudice, et donc d'être un facteur d'insécurité juridique,
- s'il est possible de procéder ainsi dans le cadre de l'application de la loi de 2006 sans créer de difficultés dans l'application d'autres lois, pour lesquelles la qualité d'investisseur institutionnel ou professionnel est pertinente ».

Le commentaire de l'article gagnerait à apporter une réponse à ces questionnements. La simple assertion faite, dans le commentaire de l'article 54 de l'avant-projet, selon laquelle « [l]'usage de cette habilitation par le Roi n'aura aucune répercussion sur la notion d'investisseur institutionnel/professionnel dans d'autres lois » étant par trop lapidaire pour permettre de rencontrer les préoccupations exprimées par l'Inspection des Finances et le souci de

[6] À noter que le nouvel article 15, § 5 de la loi du 16 juin 2006 ' relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés' s'aligne sur la formation des dispositions existantes, qui ne spécifient pas si l'avis de la FSMA doit être un avis conforme.

sécurité juridique qui les inspire. Il conviendrait également d'ajouter des précisions quant à l'articulation de telles restrictions avec le respect de la directive Mifid dont les définitions sont ici prises comme base, ainsi que le précise le commentaire de l'article.

2. Concernant la nécessité d'omettre, à l'article 54, § 2 (article 5, § 3, alinéa 2, en projet), les mots « sans préjudice de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel' », il est renvoyé à l'observation relative à l'article 6.

3. Les délégations au Roi contenues à l'article 54, § 2 (article 5, § 3, alinéas 3 à 5, en projet), seront complétées par l'indication des critères essentiels auxquels devra satisfaire l'exercice de la compétence ainsi déléguée au pouvoir exécutif [7].

OBSERVATIONS DE LÉGISTIQUE

1. Lorsque plusieurs articles successifs modifient une même loi, il y a lieu de citer, dans la phrase liminaire du premier article modificatif, la dénomination complète de la loi modifiée, sa date et son intitulé [8].

Dans la phrase liminaire des articles modificatifs suivants, il convient d'écrire chaque fois « de la même loi ».

2. Pour chaque article modifié qui a déjà subi des modifications antérieures, il y a lieu de citer toutes les modifications antérieures pertinentes et encore en vigueur, que cette disposition a subies [9].

3. La majorité des dispositions de l'avant-projet [10] sont subdivisées en 1°, 2°, 3°, …, mais certaines dispositions sont subdivisées en a), b), c), …[11]. Il convient d'harmoniser le système de numérotation retenu.

De plus, l'usage de tirets à l'intérieur d'un article [12] est à éviter [13].

---

[7] Voir l'avis 50.141/2, précité, l'observation générale V, 1.1.

[8] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-1.

[9] *Ibid.*, recommandation n° 113, a) et formules F 4-2-1-1 à F 4-2-1-9.

[10] Voir p. ex. les articles 3, 11, 13, 16, … de l'avant-projet.

[11] Voir p. ex. les articles 8 et 10 de l'avant-projet.

[12] Voir p. ex. l'article 10, c) et d), de l'avant-projet.

[13] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 58 et 59.

4. La phrase liminaire de l'article 55, § 1er, sera rédigée comme suit :

« L'intitulé de la partie 2, livre 2, titre 2, chapitre 2, section 3, de la même loi, est remplacé par ce qui suit : ».

La même observation vaut, moyennant les modifications nécessaires, pour la phrase liminaire de l'article 55, § 2.

5. Lorsqu'il est fait référence à un article d'une même loi, il n'y a pas lieu de préciser « de la présente loi » [14]. Dans les articles 60 et 61, ces mots seront dès lors omis.

*

[14] *Ibid.*, recommandation n° 72, a).

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In het advies van de inspecteur van Financiën van 7 november 2012 wordt niet vermeld dat het voorliggende voorontwerp van wet eveneens betrekking heeft op wijzigingen die worden aangebracht in de wet van 1 april 2007 'op de openbare overnamebiedingen' (Titel V, artikel 53, van het voorontwerp) [1].

Ingeval titel V (artikel 53) van het voorontwerp niet om advies is voorgelegd aan de inspecteur van Financiën, dient op dat punt het advies van de inspecteur van Financiën ingewonnen te worden. Als dat advies de stellers van het voorontwerp ertoe zou brengen wezenlijke wijzigingen aan te brengen in het voorontwerp, zal opnieuw het advies van de Raad van State gevraagd moeten worden met betrekking tot enkel die wijzigingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

OPSCHRIFT

In het opschrift van het voorontwerp moet het exacte opschrift van de wet van 2 mei 2007 aangehaald worden. De woorden "en houdende diverse bepalingen" dienen dan ook ingevoegd te worden tussen de woorden "op een gereglementeerde markt" en de woorden "en van de wet van 3 augustus 2012".

DISPOSITIEF

Artikel 5

In artikel 5 (ontworpen artikel 9, 9°) dient in plaats van "de Europese Verordening nr. 1095/2010" geschreven te worden "Verordening (EU) nr. 1095/2010".

Artikel 6

Het is niet nodig om in een wet te herinneren aan een verplichting die reeds voortvloeit uit een andere wet [2].

In artikel 6 (ontworpen artikel 10, § 2) dienen de woorden "onverminderd de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" dan ook weggelaten te worden.

---

[1] Zie ook voetnoot 1 van het advies van de inspecteur van Financiën, waarin sprake is van wijzigingen die worden aangebracht in vier wetten, en niet in vijf wetten zoals dat het geval is in het voorontwerp dat om advies is voorgelegd aan de Raad van State.

[2] Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 82.

Artikelen 10 en 39

Het ontworpen artikel 16, § 1 (artikel 10 van het voorontwerp), verwijst naar artikel 57/1 van de wet van 16 juni 2006 'op de openbare aanbieding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt' (artikel 39 van het voorontwerp), dat de in die bepaling vervatte bevoegdheid van de Koning uitbreidt door Hem ertoe te machtigen niet alleen de bepalingen van titel VI van die wet ("Reclame en andere documenten en berichten die betrekking hebben op de verrichting") toepasselijk te maken op sommige aanbiedingen van beleggingsinstrumenten, maar ook alle of sommige van de bepalingen van de titels VII ("Verantwoordelijkheid"), XI ("Bevoegdheden van de FSMA") en XIII ("Strafbepalingen en administratieve geldboetes") van dezelfde wet.

Die laatste drie machtigingen hebben betrekking op bevoegdheden die enkel geregeld kunnen worden door de wet. Er dient bijgevolg bepaald te worden dat de besluiten die de Koning genoodzaakt zou zijn uit te vaardigen krachtens die delegaties, door de wetgevende macht onderzocht worden binnen een in het voorontwerp vast te leggen relatief korte termijn, en dat de aangenomen besluiten bij ontstentenis van bekrachtiging binnen die termijn, geen uitwerking hebben [3].

Artikel 16

In plaats van "en/of" in artikel 16, 1°, van het voorontwerp dient "of" geschreven te worden, aangezien dat woord in dat geval op zich ook een inclusieve betekenis heeft.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 19 (ontworpen artikel 29, § 2, vierde lid) en 32 (ontworpen artikel 49, § 2, derde lid).

Artikel 23

De zin "Het recht tot intrekking van de aanvaarding geldt niet in het geval van een doorlopende aanbieding van effecten", in artikel 23, 3°, van het voorontwerp (ontworpen artikel 34, § 3) komt niet voor in artikel 1, 16), van de voornoemde richtlijn 2010/73EU (artikel 16, lid 2 (nieuw) van de richtlijn 2003/71/CE[4]), waarvan deze bepaling de omzetting beoogt. De stellers van het voorontwerp worden verzocht na te gaan of die zin een correcte omzetting van de richtlijn niet in de weg staat.

[3] Zie advies 50.141/2 op 21 september 2011 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 augustus 2012 'betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles', algemene opmerking V, 1.2.

[4] Richtlijn 2003/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 betreffende het prospectus dat gepubliceerd moet worden wanneer effecten aan het publiek worden aangeboden of tot de handel worden toegelaten en tot wijziging van Richtlijn 2001/34/EG.

Artikel 43

De commentaar bij artikel 43 van het voorontwerp luidt:

"Dit artikel heft titel X van de prospectuswet op met betrekking tot de verplichte publicatie van jaarlijkse informatie (artikelen 65 en 66 van de prospectuswet). Met die titel van de prospectuswet werd artikel 10 van de prospectusrichtlijn omgezet. Die bepaling werd echter opgeheven door richtlijn 2010/73/EU op grond van de overweging dat zij met een soortgelijke bepaling in de transparantierichtlijn overlapte".

Ter informatie van de adressaten van de regel, zou de steller van het voorontwerp in de bespreking van het artikel moeten verduidelijken naar welke bepaling hij verwijst van de wet van 2 mei 2007 'op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in emittenten waarvan aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt en houdende diverse bepalingen' (de zogeheten "transparantiewet" die de "transparantierichtlijn" omzet waarvan sprake in de voornoemde bespreking). Het zou ook raadzaam zijn om er in die bespreking aan te herinneren in welk opzicht die bepaling een zodanig transversaal karakter heeft dat de herhaling ervan in de "prospectuswet" niet nodig is zonder evenwel afbreuk te doen aan de toepassing ervan in de gevallen bedoeld in die laatste wet.

Artikel 44

In artikel 44, 6° (ontworpen artikel 67, § 1), is in de Franse tekst de term "initiateur" geen correcte vertaling van de Nederlandse term "initiatiefnemer" en niet adequaat. De woorden 'celui qui a pris l'initiative' zijn geschikter.

Artikel 48

Artikel 48 dient gesteld te worden als volgt:

"Art. 48. In titel XIV van dezelfde wet wordt hoofdstuk I, dat artikel 73 bevat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, opgeheven" [5].

Artikel 49

Aangezien artikel 10, § 3, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten' slechts een enkel lid bevat, dient de inleidende zin van artikel 49, 4°, van het voorontwerp gesteld te worden als volgt:

"4° in paragraaf 3, 1°, wordt b) vervangen als volgt: ".

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", formule F 4-2-12-3.

Artikel 54

1. Artikel 54, § 2, van het voorontwerp vervangt artikel 5, § 3, van de wet van 3 augustus 2012 'betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles' door een bepaling die aan de Koning de bevoegdheid verleent om:

- "het begrip 'institutionele of professionele beleggers' (…) uit [te] breiden (…) en daarbij, in voorkomend geval, een onderscheid [te] maken naar het type of de categorie van instellingen voor collectieve belegging, tot alle of bepaalde rechtspersonen die niet als institutioneel of professioneel belegger in de zin van het eerste lid (van de nieuwe paragraaf 3 van het ontworpen artikel 5) worden aangemerkt, en die de FSMA uitdrukkelijk hebben verzocht om als institutioneel of professioneel belegger te worden aangemerkt" (ontworpen artikel 5, § 3, derde lid);
- "het begrip 'institutionele of professionele beleggers' (…) [te] beperken […] en daarbij, in voorkomend geval, een onderscheid [te] maken naar het type of de categorie van instellingen voor collectieve belegging" (ontworpen artikel 5, § 3, vijfde lid).

In haar advies van 7 november 2002 wijst de inspectie van Financiën op het volgende:

> "La seconde habilitation autoriserait l'exécutif, moyennant l'avis de la FSMA[6], à modifier le périmètre de la notion d'investisseurs institutionnels ou professionnels, non seulement dans le sens d'une extension, comme c'est déjà le cas dans la version actuelle de la législation, mais aussi dans le sens d'une restriction. Le projet d'exposé des motifs précise que l'application d'une définition plus restrictive de la notion aurait pour objet de renforcer la protection des investisseurs.
>
> Il conviendrait de vérifier :
>
> - dans quelle mesure le fait de retirer à un investisseur sa qualité d'investisseur institutionnel ou professionnel, ne fût-ce que pour l'application de la loi de 2006, peut lui porter préjudice, et donc d'être un facteur d'insécurité juridique,
> - s'il est possible de procéder ainsi dans le cadre de l'application de la loi de 2006 sans créer de difficultés dans l'application d'autres lois, pour lesquelles la qualité d'investisseur institutionnel ou professionnel est pertinente".

In de bespreking van het artikel zou een antwoord moeten worden gegeven op die vragen. Het simpelweg stellen in de bespreking van artikel 54 van het voorontwerp dat "Als de Koning gebruik maakt van deze machtiging, dat echter geen enkele impact [zal] hebben op het begrip 'professionele/institutionele beleggers' in andere wetten", is te lapidair om tegemoet te kunnen komen aan de bezorgdheid van de inspectie van Financiën en aan het streven naar rechtszekerheid dat aan de basis ligt van die bezorgdheid. Er zouden ook verduidelijkingen opgenomen moeten worden in verband met de samenhang tussen dergelijke beperkingen en de naleving van de MiFID-richtlijn waarvan de definities hier gediend hebben als basis, zoals in de bespreking van het artikel verduidelijkt wordt.

[6] Er zij op gewezen dat het nieuwe artikel 15, § 5, van de wet van 16 juni 2006 'op de openbare aanbieding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt' afgestemd is op de redactie van de bestaande bepalingen, die niet specificeren of het advies van de FSMA een eensluidend advies moet zijn.

2. Wat betreft de noodzaak om in artikel 54, § 2 (ontworpen artikel 5, § 3, tweede lid), de woorden "onverminderd de wet van 8 december 1992 'tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens' " weg te laten, wordt verwezen naar de opmerking met betrekking tot artikel 6.

3. De delegaties aan de Koning vervat in artikel 54, § 2 (ontworpen artikel 5, § 3, derde tot vijfde lid) moeten aangevuld worden met de opgave van de essentiële criteria waaraan de uitoefening van de op die manier aan de uitvoerende macht gedelegeerde bevoegdheid moet beantwoorden[7].

WETGEVINGSTECHNISCHE OPMERKINGEN

1. Wanneer verscheidene opeenvolgende artikelen eenzelfde wet wijzigen, dienen in de inleidende zin van het eerste wijzigingsartikel de volledige benaming, de datum en het opschrift van de gewijzigde wet opgegeven te worden [8].

In de inleidende zin van de daaropvolgende wijzigingsartikelen, dient dan telkens "van dezelfde wet" geschreven te worden.

2. Voor elk gewijzigd artikel dat al vroegere wijzigingen heeft ondergaan, dienen alle relevante en nog geldige vroegere wijzigingen opgegeven te worden die die bepaling heeft ondergaan [9].

3. De meeste bepalingen van het voorontwerp [10] zijn onderverdeeld in 1°, 2°, 3°…, maar sommige bepalingen zijn onderverdeeld in a), b), c)… [11]. Het is raadzaam te opteren voor een geharmoniseerd opsommingssysteem.

Daarenboven dient het gebruik van streepjes binnen een artikel [12] vermeden te worden [13].

4. De inleidende zin van artikel 55, § 1, dient gesteld te worden als volgt:

"Het opschrift van deel 2, boek 2, titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 3, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:".

---

[7] Zie het voornoemde advies 50.141/2, algemene opmerking V, 1.1.

[8] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-1.

[9] *Ibid.*, aanbeveling 113, a) en formules F 4-2-1-1 tot F 4-2-1-9.

[10] Zie bv. de artikelen 3, 11, 13, 16… van het voorontwerp.

[11] Zie bv. de artikelen 8 en 10 van het voorontwerp.

[12] Zie bv. Artikel 10, c) en d) van het voorontwerp.

[13] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 58 en 59.

Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor de inleidende zin van artikel 55, § 2.

5. Wanneer verwezen wordt naar een artikel van eenzelfde wet, is het niet nodig om te verduidelijken "van deze wet" [14]. In artikelen 60 en 61 dienen die woorden dan ook weggelaten te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Bernadette VIGNERON	Yves KREINS

[14] *Ibid*., aanbeveling 72, a).